



Niveaux de prix et niveaux de vie : une comparaison européenne

par Philippe DEFEYT¹ - avril 2012

Introduction

En février 2011 le SPF Economie rendait publique une étude intitulée « Niveau de prix dans les supermarchés ». Cette étude avait pour objectif principal « d'identifier les causes des différences internationales de prix et, le cas échéant, de proposer des actions en vue de réduire ces différences de prix ». Cette mission a été confiée à la Direction générale de la Concurrence du SPF Economie.

C'est le résultat suivant de cette étude qui a surtout retenu l'attention des commentateurs et analystes : « Il ressort de notre analyse (...) que des produits identiques sont sensiblement plus chers en Belgique que chez nos voisins. Selon les données récoltées, des produits identiques (...) coûteraient :

- 10,4% de plus en Belgique qu'aux Pays-Bas (...);
- 10,6 % de plus en Belgique qu'en Allemagne (...);
- 7,0 % de plus en Belgique qu'en France (...). »

Même si elle est intéressante, l'étude du SPF Economie ne tient pas compte

- des autres consommations : logement, énergie, santé, loisirs...
- des pondérations variables d'un pays à l'autre en matière de consommation alimentaire mais aussi de l'ensemble des postes de consommation (variabilité socioculturelle et socioéconomique)
- du niveau de vie : beaucoup de consommateurs, peut-on supposer, accepteraient de payer des prix norvégiens à condition de disposer du même niveau de vie moyen (plus élevé que celui de la Belgique).

Tenant compte de ces considérations, la présente note se propose de compléter et prolonger l'approche adoptée par le SPF Economie en tenant compte de toutes les consommations, pondérées en fonction des choix et habitudes nationales. J'en ai profité pour élargir la comparaison internationale à 10 pays² et à la moyenne de la zone Euro.

Un outil : les Parités de pouvoir d'achat

Définies simplement « les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont des taux de conversion monétaire qui éliminent les différences de niveaux de prix entre les pays » (INSEE). Elles sont donc, mis en perspective avec les taux de change "classiques", censées permettre le calcul des différences de

¹ Je souhaite remercier les personnes qui ont relu le draft de cette analyse et qui m'ont aidé à clarifier les aspects méthodologiques des parités de pouvoir d'achat.

² Pour essayer d'obtenir une variété de situations socioéconomiques : pays dans et hors zone Euro, un pays scandinave non membre de l'UE, des pays du "sud" et des pays du "nord".

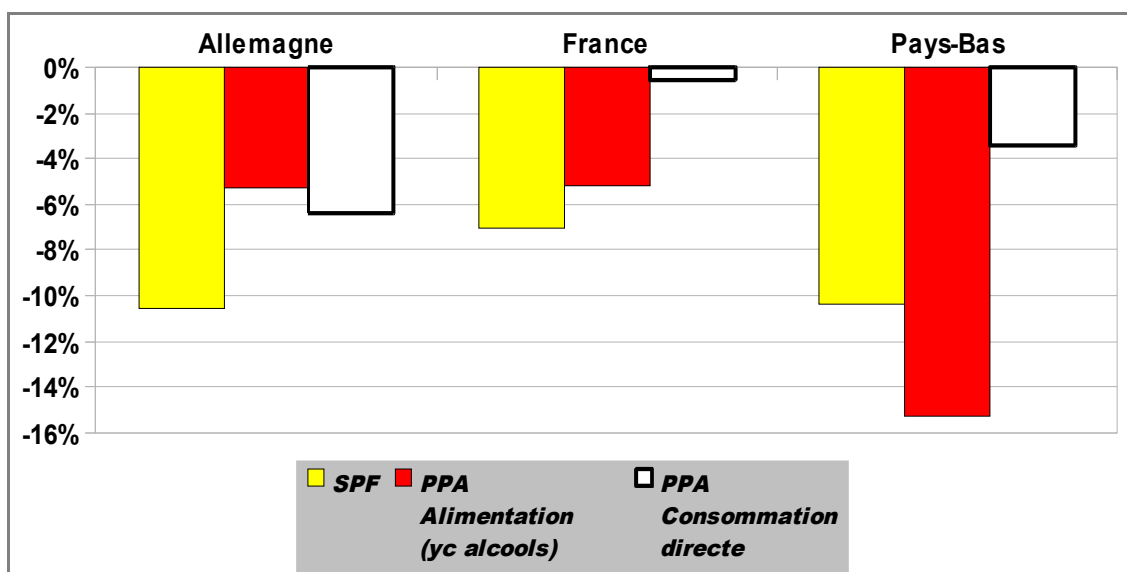
prix entre pays.³

Les données rassemblées et construites dans le cadre d'un programme commun OCDE-EUROSTAT portent sur tous les postes de consommation, avec un assez grand détail, et tiennent compte des pondérations propres à chaque pays.

Si je ne souhaite pas développer ici toutes les limites méthodologiques des calculs en PPA, il faut souligner qu'elles sont nombreuses. Elles tiennent à la fois à la collecte des données, à la comparabilité internationale et aux traitements que subissent les données. Exemple parmi beaucoup d'autres : les collectes de prix sont le plus souvent effectuées dans les grands centres urbains, chaque pays étant censé apporter des facteurs correctifs pour tenir compte des zones non ou moins bien couvertes.⁴ En tout état de cause il vaut mieux considérer les niveaux comme des ordres de grandeur et les écarts comme des tendances !

Ceci précisé, donnons un premier résultat (voir graphique suivant) : par rapport aux trois pays, les écarts de niveaux de prix sont moindres si on considère la globalité de la consommation directe (voir ci-après pour la définition du concept) des ménages. Ils sont également moindres – sauf pour les Pays-Bas – si on considère la seule consommation alimentaire (y compris les alcools).

**Consommation alimentaire (yc alcools) et consommation globale
Comparaison des résultats du SPF Economie et des niveaux de prix estimés via les PPA
Ecart en % par rapport aux niveaux de prix en Belgique - 2010**



Sources : SPF Economie et EUROSTAT – Calculs et estimations : IDD

Une approche élargie de la consommation

La consommation ne se réduit pas, loin de là, aux achats en supermarchés ni aux achats directement effectués par les ménages. Dans une vision élargie de la consommation il faut tenir compte non seulement de la dépense de consommation qui est supportée directement par les ménages (achats alimentaires, énergie, loyers, ticket modérateur en matière de soins de santé, assurances...), ce que fait le graphique ci-après, mais aussi de la consommation individualisable

³ Même si la démarche est inverse, une illustration très connue et très populaire, parce que très didactique, d'une approche "taux de change-niveau de prix" est le Big Mac Index imaginé et calculé par The Economist. Quiconque a voyagé quelque peu et s'adonne à cette consommation (sans commentaire...) sait qu'il ne suffit pas d'appliquer le taux de change pour savoir combien coûtera ce produit dans un autre pays dans la mesure où, pour toutes sortes de raisons, il y a des différences (fiscales, sociales, économiques...) incorporées dans le prix du produit final.

⁴ Voir pour une approche complète des questions méthodologiques : EUROSTAT et OCDE, « Eurostat-OCDE Methodological Manual on Purchasing Power Parities », European Communities/OCDE, 2006

des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages. Ces dépenses concernent notamment et principalement l'éducation, la santé, la culture et le logement. Illustrons cette approche avec les données pour la Belgique en 2010 (voir tableau suivant) : les dépenses autres que les dépenses supportées directement par les ménages représentent 24,5% des "dépenses" totales des ménages.

Structure de la consommation globale des ménages – Belgique – 2010

	Mds €	En %
Dépenses directes des ménages	183,1	75,5%
<i>Dépenses individualisables des</i>		
- ISBL au service des ménages	4,4	1,8%
- pouvoirs publics	55,1	22,7%
TOTAL	242,5	100,0%

Source : ICN-Belgostat – Calculs : IDD

Dans la mesure où ce pourcentage varie d'un pays à l'autre, comme le montre le tableau suivant (voir tableau ci-après), il est d'autant plus important de tenir compte de toutes les dimensions de la consommation dans toute comparaison internationale.

Note méthodologique : Les pourcentages ci-dessous sont calculés sur base des PPA dont la zone de référence est l'UE-15.

Structure de la consommation globale des ménages – en % – 2010

	Consommation directe des ménages	Consommation individualisable			TOTAL
		ISBL	Pouvoirs publics	Total	
Allemagne	78,6%	2,5%	18,9%	21,4%	100%
Autriche	82,9%	1,9%	15,1%	17,1%	100%
Belgique	77,7%	1,8%	20,6%	22,3%	100%
Danemark	70,5%	0,8%	28,7%	29,5%	100%
Espagne	79,2%	1,7%	19,1%	20,8%	100%
Finlande	72,4%	3,1%	24,5%	27,6%	100%
France	75,4%	2,5%	22,1%	24,6%	100%
Italie	82,5%	0,8%	16,7%	17,5%	100%
Norvège	74,2%	3,4%	22,4%	25,8%	100%
Pays-Bas	71,3%	0,9%	27,8%	28,7%	100%
Royaume-Uni	78,3%	2,8%	18,9%	21,7%	100%
Zone euro	78,5%	2,1%	19,4%	21,5%	100%

Source : EUROSTAT – Calculs : IDD

Quelques résultats et considérations

Niveaux de prix des produits alimentaires

Comme l'indique le tableau suivant (voir haut de la page suivante), les niveaux de prix varient très fort d'un pays à l'autre, bien sûr, mais la dispersion et le classement ne sont pas identiques suivant la catégorie de produits.

Trois commentaires à la lecture de ce tableau :

- la Norvège est incontestablement le champion de la vie chère ; elle arrive en tête de classement pour quasiment toutes les catégories de produits alimentaires ;
- l'Espagne est au total le pays globalement le moins cher mais n'est le meilleur marché qu'en matière de viande et de boissons alcoolisées ;
- si c'était possible, l'idéal pour un consommateur européen serait, en considérant les pays

retenus pour la comparaison, d'acheter pain et poisson au Royaume-Uni, viande et alcools en Espagne, lait, fromage, œufs, huiles et graisses aux Pays-Bas et fruits, légumes et boissons non alcoolisées en Italie.

NB : Pour chaque colonne, la case en bleu indique le niveau de prix le plus faible et celle en orange le niveau de prix le plus élevé.

Dispersion des niveaux de prix alimentaires – Belgique = 100 – 2010

	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Produits alimentaires	Pain et céréales	Viande	Poisson	Lait, fromage et oeufs	Huiles et graisses	Fruits légumes pommes de terre	Autres produits alimentaires	Boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées
Allemagne	96	96	95	104	86	76	84	116	99	91	90
Autriche	100	101	110	105	80	81	95	112	106	92	94
Belgique	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Danemark	118	114	124	105	94	96	111	115	153	167	133
Espagne	82	82	95	69	73	84	66	87	95	82	83
Finlande	98	97	104	94	80	86	81	109	105	111	173
France	95	96	97	100	87	83	84	107	96	83	95
Italie	92	93	90	93	91	102	93	80	124	80	112
Norvège	143	142	139	142	102	155	137	145	159	161	255
Pays-Bas	83	83	85	93	81	75	65	94	75	81	99
Royaume-Uni	89	88	76	88	63	83	77	111	93	95	124
Zone euro	91	92	94	90	81	86	84	94	99	86	98

Source : EUROSTAT – Calculs : IDD

Niveaux de prix des autres consommations

Pour les consommations autres qu'alimentaires, le classement est plus diversifié (voir tableau du haut de la page suivante). C'est normal, puisqu'il y a ici à la fois des biens (dont les niveaux de prix sont très dépendants du niveau de taxation et de l'ouverture économique) et des services (plus dépendants des coûts salariaux nationaux).

Le Royaume-Uni est le pays le moins cher pour le logement (y compris l'ameublement), l'Espagne l'est pour la santé, le transport, les loisirs et la culture et l'HORECA, la Finlande pour le poste communication et l'Allemagne pour l'enseignement.

Dispersion des niveaux de prix des consommations autres qu'alimentaires Belgique = 100 – 2010

	Habillage et chaussures	Logement, eau et énergie	Dont Gaz, électricité et autres combustibles	Ameublement, équipement ménager et entretien	Santé	Transport	Communication	Loisirs et culture	Enseignement	HORECA	Autres biens et services
Allemagne	90	92	114	92	80	104	68	102	71	92	90
Autriche	90	85	108	101	92	104	76	107	111	92	98
Belgique	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Danemark	108	134	152	114	117	140	80	133	127	136	131
Espagne	81	88	97	95	69	92	123	96	73	84	78
Finlande	108	117	97	105	90	117	67	121	91	114	108
France	91	104	98	100	85	103	99	104	84	92	97
Italie	91	88	106	98	91	93	85	104	74	95	92
Norvège	125	107	126	124	132	152	78	152	146	158	146
Pays-Bas	91	103	116	93	81	109	99	99	92	93	91
Royaume-Uni	78	82	92	91	75	101	77	98	96	92	85
Zone euro	90	93	103	96	81	99	87	102	78	90	91

Source : EUROSTAT – Calculs : IDD

Les niveaux de prix de l'énergie

Vu leur importance dans le débat politique de l'heure, il m'a semblé pertinent de regarder plus en détail ce qu'il en était pour les coûts de l'électricité et du gaz.

Le tableau ci-après confirme que non seulement les niveaux des prix de l'électricité et du gaz sont relativement élevés en Belgique mais qu'en outre les prix ont tendance à augmenter plus en Belgique que dans les autres pays considérés.

Niveaux de prix de l'électricité et du gaz – Belgique = 100 – 2010 et 1er semestre 2011
Croissance des prix entre le 1er semestre 2011 et le 1er semestre 2010
Tranche de consommation : Électricité = 2500-5000 kWh – Gaz = 20-200 GJ

	Electricité			Gaz		
	2010	2011 1erS	2011/2010	2010	2011 1erS	2011/2010
Allemagne	122,4	118,4	6,4%	100,3	92,7	4,1%
Autriche	99,1	93,0	1,0%	108,0	109,5	11,6%
Belgique	100,0	100,0	9,0%	100,0	100,0	19,8%
Danemark	136,7	136,1	8,9%	190,0	183,1	8,6%
Espagne	91,0	91,2	12,7%	94,8	84,5	0,4%
Finlande	68,5	72,1	16,2%	nd	nd	nd
France	66,9	64,8	7,9%	96,7	91,5	11,3%
Italie	98,8	94,2	2,4%	123,9	109,5	12,5%
Norvège	100,0	99,9	5,2%	nd	nd	nd
Pays-Bas	86,4	81,6	2,3%	124,9	112,9	2,1%
Royaume-Uni	72,1	67,1	3,4%	73,0	67,0	4,9%
Zone euro	90,5	87,7	6,8%	106,5	97,5	7,3%

Source : EUROSTAT – Calculs : IDD

Les dépenses en matière de logement

Les dépenses relatives au logement sont également un poste très sensible de la consommation des ménages. Il a d'ailleurs tendance à peser de plus en plus dans leur budget.

Le tableau suivant donne la structure de cette consommation à partir des données des Comptabilités nationales exprimées en euros.

Note méthodologique : Le poste loyers additionne les loyers réels (payés par les locataires) et les loyers imputés aux propriétaires, à savoir une estimation de ce qu'ils paieraient comme loyer s'ils étaient locataires et non propriétaires de leur logement.

Structure des dépenses de logement – en % – 2010

	Loyers	Entretien	Eau	Energie	Total
Allemagne	68,0%	2,8%	9,3%	19,8%	100%
Autriche	62,6%	7,2%	12,2%	18,0%	100%
Belgique	68,1%	4,6%	5,6%	21,7%	100%
Danemark	67,0%	2,7%	7,8%	22,5%	100%
Espagne	68,9%	5,7%	10,5%	14,8%	100%
Finlande	87,3%	0,1%	1,7%	10,9%	100%
France	72,6%	5,1%	6,4%	15,8%	100%
Italie	69,4%	4,9%	8,6%	17,0%	100%
Norvège	nd	nd	nd	nd	nd
Pays-Bas	66,9%	5,9%	6,5%	20,6%	100%
Royaume-Uni	72,7%	6,1%	3,8%	17,4%	100%
Zone euro	69,3%	4,5%	8,1%	18,1%	100%

Source : EUROSTAT – Calculs : IDD

Le tableau suivant (page suivante) donne la dépense mensuelle par ménage pour le logement. Quatre pays (Allemagne, Espagne, Italie et Pays-Bas) ont une dépense moyenne par ménage pour l'ensemble des dépenses liées au logement inférieure à celle estimée pour la Belgique. On notera cependant, sans pouvoir chiffrer précisément l'importance des écarts, que les surfaces habitables

sont en moyenne relativement plus élevées en Belgique.

Dépense mensuelle par ménage pour le logement – en €/mois – 2010

	Loyers	Entretien	Eau	Energie	Total
Allemagne	460	19	63	134	677
Autriche	486	56	95	140	777
Belgique	518	35	43	165	760
Danemark	673	27	78	225	1.004
Espagne	426	35	65	92	619
Finlande	722	1	14	90	827
France	570	40	51	124	784
Italie	482	34	60	118	694
Norvège	nd	nd	nd	nd	988
Pays-Bas	464	41	45	143	693
Royaume-Uni	582	49	31	140	801
<i>Zone euro</i>	<i>482</i>	<i>31</i>	<i>57</i>	<i>126</i>	<i>696</i>

Source : EUROSTAT – Calculs et estimations : IDD

Niveaux de vie

Dépenses moyennes par habitant

L'autre grand usage que l'on peut faire sur base des données de consommation exprimées en PPA est de calculer les niveaux de vie relatifs (niveaux de vie matériels s'entend !). Il suffit pour ce faire de diviser les grandeurs exprimées en PPA par le nombre d'habitants et de choisir, comme le fait le tableau du haut de la page suivante, un pays de référence, ici la Belgique.

Si l'on ne tient compte que de la consommation directe des ménages, la Belgique se trouve juste en milieu de classement des pays repris dans l'échantillon retenu. Par contre si l'on tient compte de la consommation globale – c'est-à-dire en ajoutant à la consommation directe des ménages les dépenses individualisables des ISBL et pouvoirs publics – la Belgique se retrouve en 9ème position sur 11 pays.

Certes, si on exclut la Norvège et le Royaume-Uni, deux pays qui profitent à plein d'une manne pétrolière et gazière, on constate que les écarts entre la Belgique et les pays à niveau de vie supérieur sont relativement modestes, puisqu'ils sont de maximum 6%.

Niveaux de vie relatifs – Belgique = 100 – 2010

	Consommation par personne	
	directe	globale
Allemagne	107	106
Autriche	113	106
Belgique	100	100
Danemark	94	104
Espagne	88	87
Finlande	94	101
France	100	103
Italie	99	93
Norvège	118	124
Pays-Bas	97	106
Royaume-Uni	111	110
<i>Zone euro</i>	<i>98</i>	<i>97</i>

Source : EUROSTAT – Calculs : IDD

Dépenses moyennes par unité de consommation

On notera encore – voir tableau ci-après – que les ordres de grandeur et le classement des niveaux de vie relatifs sont quelque peu affectés si on tient compte du nombre d'unités de consommation plutôt que du nombre d'habitants. En effet la taille moyenne des ménages et leur composition varie sensiblement d'un pays à l'autre ; or il est bien connu qu'il y a des effets d'échelle liés à la taille du ménage, effets d'échelle supposés être captés par un calcul dit en unités de consommation. Mais la Belgique se retrouve toujours au beau milieu du classement.

Consommation directe des ménages par habitant et par unité de consommation Belgique = 100 – 2010

	Consommation directe	
	par hab.	par UC
Allemagne	107	103
Autriche	113	112
Belgique	100	100
Danemark	94	89
Espagne	88	91
Finlande	94	91
France	100	99
Italie	99	100
Norvège	118	115
Pays-Bas	97	96
Royaume-Uni	111	112
Zone euro	98	98

Source : EUROSTAT – Calculs et estimations : IDD

Mises en perspective

La suite de cette note est consacrée à trois mises en perspective.

Évolution des niveaux de vie relatifs depuis 2005

On constate sur le tableau suivant que l'Espagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont vu leur niveau de vie baisser assez sensiblement depuis 2007 relativement à la Belgique.

Niveaux de vie relatifs – Belgique = 100 – 2005/2010

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	106	106	107	106	106	106
Autriche	106	108	107	106	105	105
Belgique	100	100	100	100	100	100
Danemark	100	104	107	106	104	103
Espagne	91	94	95	92	87	86
Finlande	93	96	101	103	100	100
France	104	104	106	104	104	103
Italie	93	95	96	96	94	93
Norvège	116	120	125	123	123	123
Pays-Bas	106	109	113	111	108	105
Royaume-Uni	124	125	123	115	111	110
Zone euro	98	99	101	100	98	97

Source : EUROSTAT – Calculs : IDD

Notes méthodologiques :

- pour des raisons d'arrondis il peut y avoir de très légères différences, pour 2010, avec les résultats du ta-

- bleau « Niveaux de vie relatifs – Belgique = 100 – 2010 » ci-dessus ;
- le tableau démarre en 2005 parce qu'un changement méthodologique est intervenu à cette date.

Une approche plus globale du niveau de vie matériel

Même si on s'en tient à une approche strictement matérielle du niveau de vie, il ne faut pas seulement examiner le volet consommation (directe ou globale) mais également la satisfaction apportée par l'épargne (brute) des ménages et ce qu'elle implique sur le taux d'endettement brut et l'accumulation d'actifs financiers.

De ce point de vue on peut émettre l'hypothèse que les ménages belges compensent ainsi leur moindre niveau de vie matériel par rapport à certains pays. On constate en effet (voir tableau page suivante) qu'ils ont en effet un taux d'épargne élevé, un taux d'endettement faible et ont accumulé beaucoup d'actifs financiers !

Indicateurs financiers des ménages – en % du revenu disponible brut – 2010

	Epargne brute	Endettement brut	Actifs financiers nets
Allemagne	17,0%	88,9%	183,5%
Autriche	13,5%	90,1%	190,9%
Belgique	16,2%	84,2%	324,8%
Danemark	8,0%	268,2%	183,7%
Espagne	13,9%	127,8%	115,6%
Finlande	11,3%	102,1%	106,0%
France	15,6%	80,0%	205,6%
Italie	12,5%	65,1%	253,2%
Norvège	12,4%	178,1%	26,3%
Pays-Bas	10,9%	249,5%	325,4%
Royaume-Uni	7,5%	143,1%	276,4%
Zone euro 17	13,9%	99,2%	196,5%

Source : Eurostat

Des interdépendances à souligner

Enfin, dernière mise en perspective, on peut penser que certaines observations macro-économiques ne sont pas indépendantes les unes des autres. C'est par exemple le cas, je l'ai déjà souligné ci-dessus, de la consommation et de l'épargne.

Une étude de l'INSEE a elle montré qu'il y avait une corrélation positive entre niveaux de prix et niveaux de vie.⁵

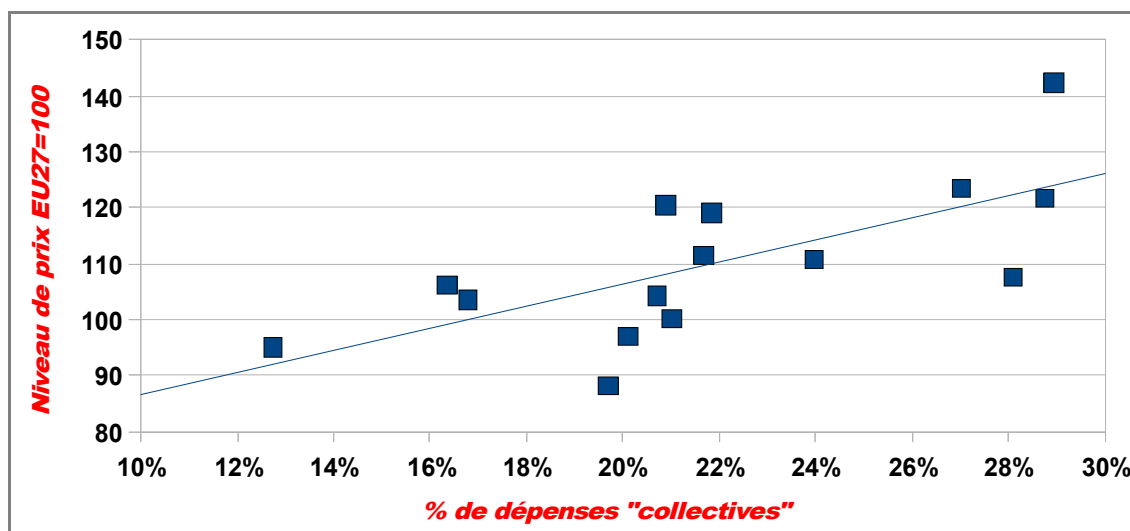
Le graphique ci-après (voir haut de la page suivante) tend lui à indiquer qu'il y a une corrélation positive entre les niveaux (relatifs) de prix et le pourcentage de dépenses de consommation transitant par les ISBL et les pouvoirs publics, dénommées « collectives » par facilité sur le graphique.

Cette corrélation renvoie bien sûr à la nécessité de financer ces dépenses « collectives ». On peut supposer que les prélèvements nécessaires (directs et indirects) pour financer ces dépenses – même si leur structure est variable d'un pays à l'autre – influencent le prix payé par les consommateurs.

Note méthodologique : Ce graphique a été fait à partir d'un échantillon plus large reprenant les 27 pays de l'UE à l'exception des anciens pays communistes.

⁵ Fabrice ROMANS, « Consommation : la France dans le haut du tableau européen », INSEE Première, n° 1347, mai 2011

Niveaux de prix relatifs et % de dépenses de consommation individualisables par les ISBL au service des ménages et les pouvoirs publics



Source : EUROSTAT – Calculs : IDD

Synthèse et considérations finales

Rappelons d'abord quelques constats :

1. Les écarts de prix mesurés sur base des Parités de pouvoir d'achat apparaissent pour les produits alimentaires (y compris les alcools) moins élevés que ceux mis en évidence par l'étude du SPF Economie entre la Belgique d'une part et l'Allemagne et la France d'autre part. L'écart est par contre plus élevé encore avec les Pays-Bas.
2. Si on élargit l'échantillon de pays qui servent de point de comparaison et les catégories de consommation considérées, on constate
 - en ce qui concerne les consommations alimentaires que
 - la Norvège est incontestablement le champion de la vie chère ; elle arrive en tête de classement pour quasiment toutes les catégories de produits alimentaires
 - l'Espagne est au total le pays globalement le moins cher mais n'est le meilleur marché qu'en matière de viande et de boissons alcoolisées
 - si c'était possible, l'idéal pour un consommateur européen serait, en considérant les pays retenus pour la comparaison, d'acheter pain et poisson au Royaume-Uni, viande et alcools en Espagne, lait, fromage, œufs, huiles et graisses aux Pays-Bas et fruits, légumes et boissons non alcoolisées en Italie.
 - en ce qui concerne les autres consommations que
 - le classement est plus diversifié ; c'est normal, puisqu'il y a ici à la fois des biens (dont les niveaux de prix sont très dépendants du niveau de taxation et de l'ouverture économique) et des services (plus dépendants des coûts salariaux nationaux)
 - le Royaume-Uni est le pays le moins cher pour le logement (y compris l'ameublement), l'Espagne l'est pour la santé, le transport, les loisirs et la culture et l'HORECA, la Finlande pour le poste communication et l'Allemagne pour l'enseignement.
3. En ce qui concerne les consommations énergétiques domestiques, les données européennes confirment que les niveaux des prix de l'électricité et du gaz sont relativement élevés en Belgique (en matière d'électricité par exemple seuls les allemands et les danois paient plus que nous) mais qu'en outre les prix ont eu tendance à augmenter plus en Belgique que dans les autres pays considérés.

4. Les données rassemblées ci-dessus ont montré tout l'intérêt de ne pas réduire l'analyse aux seuls achats en supermarchés. Dans une vision élargie de la consommation il faut tenir compte non seulement de la dépense de consommation totale qui est supportée directement par les ménages (achats alimentaires, énergie, loyers, ticket modérateur en matière de soins de santé, assurances...) mais aussi de la consommation individualisable des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages. Ces dépenses concernent notamment et principalement l'éducation, la santé, la culture et le logement.
5. Les données utilisées ci-dessus permettent aussi de calculer les niveaux de vie relatifs (niveaux de vie matériels s'entend !). Si l'on ne tient compte que de la consommation directe des ménages, la Belgique se trouve en milieu de classement des pays repris dans l'échantillon. Par contre si l'on tient compte de la consommation globale – c'est-à-dire en ajoutant à la consommation directe des ménages les dépenses individualisables des ISBL et pouvoirs publics – la Belgique se retrouve en 9ème position sur 11 pays.
6. Mais, même si on s'en tient à une approche strictement matérielle du niveau de vie, il ne faut pas seulement examiner le volet consommation (directe ou globale) mais également la satisfaction apportée par l'épargne (brute) des ménages et ce qu'elle implique sur le taux d'endettement brut et l'accumulation d'actifs financiers. De ce point de vue on peut émettre l'hypothèse que les ménages belges compensent ainsi leur moindre niveau de vie matériel par rapport à certains pays. Ils ont en effet un taux d'épargne élevé, un taux d'endettement faible et ont accumulé beaucoup d'actifs financiers !

Passons à quelques considérations finales.

1. Rappelons d'abord, avec insistance, que les données statistiques utilisées dans cette analyse doivent être considérées comme des ordres de grandeur. Les résultats peuvent aussi être influencés par la conjoncture et autres programmes d'austérité.
2. Il faut évidemment s'interdire des considérations simplistes. Les modèles nationaux sont faits d'interdépendances, souvent complexes. On ne peut isoler certaines dimensions plus "sympathiques" en oubliant le reste !
3. Un certain nombre de pays, en particulier ceux qui nous entourent, ont un niveau de vie tous comptes faits proche du notre. Les niveaux de vie se trouvent dans un mouchoir de poche, a fortiori si on intègre les différences en matière d'épargne et d'endettement. Ceci tend à relativiser quelque peu les (parfois importantes) différences de prix entre pays observées par ailleurs.
4. On n'insistera jamais assez sur l'importance d'intégrer dans les comparaisons internationales (mais aussi dans le temps) la partie de la consommation des ménages qui est "socialisée". Cette dimension est pourtant souvent négligée. Or elle tend à caractériser les différents modèles nationaux au moins autant que les différences (niveaux de prix et structure) de la consommation généralement considérée.
5. Enfin, comme l'ont montré d'autres études, au niveau de vie matériel atteint par beaucoup de pays européens ce sont d'autres dimensions de la vie en société qui expliquent l'essentiel des différences en matière du bonheur ou de la satisfaction.